	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
SAINT-ETIENNE METROPOLE
SIRET/SIREN
244200770
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
2 avenue Grüner – CS 80257, 42006 Saint-Etienne cedex 1
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Gilles THIZY, Vice-président en charge de la cohésion territoriale et de la stratégie foncière
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Philippe FARDOUX, chargé de mission service Planification
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Saint-Etienne Métropole, Direction du développement territorial, service Planification, 2 avenue Grüner – CS 80257, 42006 Saint-Etienne cedex 1 – Tel 04 77 49 21 41 – Courriel : philippe.fardoux@saint-etienne-metropole.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU communal – (Procédure d'élaboration du PLUi en cours)
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Etienne
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
07 janvier 2008 – https://www.Saint-Etienne Metropole.fr
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Saint-Etienne
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Ville centre

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne Rhône-Alpes - 10 avril 2020 (procédure de modification en cours)
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT Sud Loire - 19 décembre 2013 – (Procédure de révision en cours)
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Plan de Prévention des Risques Miniers de Saint-Etienne, Plan de Prévention des Risques Naturels d'inondation du bassin du Furan, SAGE et SDAGE Loire Bretagne, PCAET de Saint-Etienne Métropole

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
PLU approuvé en janvier 2008, soit avant la création de l'Autorité environnementale et des MRAE
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Compte-tenu de la date d'élaboration du PLU, il n'y a pas eu de procédure d'évaluation environnementale avant 2008. Les modifications du PLU postérieures à 2018 ont fait l'objet de consultations de la MRAE dans le cadre de l'examen au cas par cas. Date des décisions de la MRAE : Modification n°11 : décision 2019-ARA-KKU-1485 du 17 juin 2019, Modification n°12 : décision 2021-ARA-2397 du 15 novembre 2021, Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU : Avis conforme n°2023-ARA-AC-2979 du 27 mars 2023.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Approbation de la modification n°11 le 27 janvier 2020 et modification n°12 approuvée le 19 mai 2022. Ces deux modifications, comme la présente, consistaient en des adaptations ponctuelles et limitées du PLU afin de prendre en compte l'évolution des projets urbains. L'approbation de la Déclaration de Projet est programmée le 28 septembre 2023, il s'agit d'implanter une station d'avitaillement en GNV/Bio GNV sur une zone classée 2AU au PLU en vigueur.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine**4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique**

Modification du PLU

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

174 082 habitants

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	3 104,78	38,82%	3 108,78	38,87%
zones 1 AU	97,05	1,21 %	97,05	1,21 %
zones 2 AU	55,07	0,69 %	51,07	0,64 %
zones A	38,47 hect	0,48%	38,47 hect	0,48%
zones N	4 702,46 hect	58,80 %	4 702,46 hect	58,80%
Total	79,97 km ²	100%	79,97 km ²	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Pas d'obligation de fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation foncière lors de l'approbation du PLU en janvier 2008

4.3 Caractéristiques de la procédure**4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure**

La procédure de modification du PLU de projet est utilisée pour adapter marginalement le document d'urbanisme existant (OAP, règlement graphique, règlement écrit, plan des hauteurs...) et permettre l'évolution nécessaire pour permettre la réalisation de projets d'aménagement urbain. Elle vient aussi rectifier des erreurs matérielles

Synthèse des objectifs :

- Mieux prendre en compte la reconversion de rez de chaussée des immeubles des quartiers anciens (voir notice explicative page 08)
- Adapter l'OAP îlot Gachet en fonction de l'avancement de sa reconversion (voir notice explicative page 16)
- Diminuer l'exposition au bruit à Terrenoire (voir notice explicative page 24)
- Permettre de créer de l'habitat intermédiaire dans le quartier Grouchy (voir notice explicative page 26)

- Favoriser une diversification qualitative des activités économiques sur le Plateau des Halles (voir notice explicative page 28)
- Mettre en cohérence le règlement graphique avec la réalité du terrain rue Cholat (voir notice explicative page 30)
- Mettre en phase la réalité du terrain et le zonage allée Chantegrillet (voir notice explicative page 32)
- Faciliter l'implantation d'équipements de formation à proximité de la gare de Bellevue (voir notice explicative pages 34 et 56)
- Permettre la réinstallation du centre culturel de Montchovet après démolition de ses locaux actuels (voir notice explicative page 37)
- Instaurer une protection Espace Boisé Classé sur le Parc Chomier (voir notice explicative page 40)
- Créer un emplacement réservé pour agrandir la Place Dumay et améliorer sa vocation de lieu de sociabilité (voir notice explicative page 44)
- Maintenir, améliorer et requalifier la liaison modes actifs entre les rues Blum et Bergson (voir notice explicative page 46)
- Permettre une reconversion acceptable de l'emprise de l'ex station-service rue Bergson (voir notice explicative page 54)
- Clarifier l'écriture des protections d'alignement commercial (voir notice explicative page 61)
- Favoriser l'installation d'unités de production d'énergies renouvelables en zone UBb (voir notice explicative page 62)
- Compléter le règlement de la zone N pour permettre l'installation de structures liées à l'exploitation des transports par voie ferrée (voir notice explicative page 68)
- Rectifier des erreurs matérielles du règlement graphique et du règlement écrit (voir notice explicative page 50 et page 65)

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Pas d'ouverture à l'urbanisation

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Quartier Grouchy : 9 722 m² passant de UE à zone UCa1. Voir notice explicative page 26

Quartier Bellevue-le Mont : 8 736 m² passant de zone UBc à UAb, et plan des hauteurs majoré de 3m (passant de 13 m à 16m). Voir notice explicative pages 34 et 56

4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Parc Chomier– superficie classée en EBC = environ 2 400m ² située en zone UAe. Voir notice explicative page 40
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Saint-Victor-sur-Loire borde les gorges de la Loire, au Nord de son territoire (site Natura 2000, ZICO). Le projet de modification ne concerne que la ville centre de Saint-Etienne
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Gorges de la Loire
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Gorges de la Loire
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRNPi du bassin du Furan approuvé le 09 décembre 2005
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Différents arrêtés de Servitudes d'Utilité Publique portant restrictions d'usage sur des terrains dépollués dans le cadre d'opérations de

Annexe II

dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			renouvellement urbain de la ville de Saint-Etienne, annexés au PLU de la commune.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de Prévention des Risques Miniers de la ville de Saint-Etienne (hors Saint-Victor-sur-Loire) approuvé le 05 février 2018.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	SPR Crêt de Roc (2004), SPR Tarentaize – Beaubrun – Séverine (2004), SPR Centre-Nord (2016), SPR Couriot-Manufacture (2016),
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Différents arrêtés de protection annexés au PLU de la commune. Aucun dans le secteur du projet.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Zones humides identifiées par l'inventaire départemental et lors des travaux d'élaboration du PLUi
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réservoir de biodiversité et corridors écologiques
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de types 1 et 2. Aucune dans le secteur du projet
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ENS des Gorges de la Loire, non situé dans le secteur du projet
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	De nombreux EBC existent sur le territoire de la ville de Saint-Etienne identifiés au règlement graphique du PLU en vigueur.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour

			entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRNPI du bassin du FURAN
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ex station-service 76 rue Bergson, arrêté 491-DDPP- 19 du 28/11/2019
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRM de Saint-Etienne
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	SPR Centre-Nord qui concerne les périmètres des OAP Quartiers Anciens et Ilot Gachet
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Changement de zonage allée Chantegrillet sans impact sur l'EBC

l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier			existant (cf. notice page 32)
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

.

6. Auto-évaluation
<p>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p>Le projet vient modifier marginalement le PLU. Il n'ouvre pas de nouvelle zone à l'urbanisation, ne vient pas réduire les zones A ni les zones N. Il est sans incidence sur l'eau potable et les EBC existants. Il permet l'accueil de projets et de densifier la ville à proximité des grandes infrastructures de transports en commun (gares, pôles multimodaux). Il protège un parc grâce à une protection EBC, pour préserver son rôle d'îlot de fraîcheur. Il encourage le recours aux énergies renouvelables. Il s'efforce grâce à un changement de zonage de limiter les nuisances sonores de l'autoroute sur l'habitat. Il vient rectifier des erreurs matérielles du règlement graphique et du règlement écrit.</p> <p>Les modifications proposées ont donc toutes un aspect positif en faveur des préoccupations environnementales. Le renouvellement de la ville sur elle-même, la reconversion de friches participent d'une gestion économe de l'espace, tout en maintenant et en protégeant des espaces végétalisés indispensables en ville.</p> <p><i>Voir note détaillée en annexe.</i></p>

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
4 décembre 2023
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
néant
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

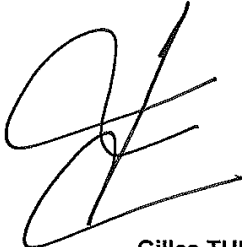
8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)

Annexe II

Fait à	Saint-Etienne	le,	29 septembre 2023
Nom	THIZY	Prénom	Gilles
Qualité	Vice-président en charge de la cohésion territoriale et de la stratégie foncière		

Signature



Gilles THIZY
Vice-Président en charge de la cohésion
territoriale et de la stratégie foncière